

« L'Anarchisme
est la plus haute
expression de l'or-
dre. »
(Eliade Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

BRUITS DE BOTTES

L'INTERET des nations c'est l'intérêt des Etats, des clans guerriers, de l'Eglise et du Capital.

Ce n'est jamais celui des peuples. Et lorsque les généraux remplacent les diplomates, les mitrailleuses se braquent, l'uniforme devient roi et l'homme, du matériel.

Le panache, la gloire, le prestige cachent les tractations sordides autour du charbon, du pétrole, de l'acier.

Et les vertueuses clameurs d'indignation, les sursauts des patriotismes sanguinaires et offusqués, sont les bruits orchestrés qui étouffent les cris de ceux qui souffrent, de ceux qui peinent. De ceux qui chaque jour créent ce monde et ses richesses, de ceux qui sont les pauvres de toujours.

Diplomates bottés ou diplomates en habit, ministres ou ambassadeurs, tous ignorent les peuples quand il s'agit de leur assurer le pain, mais se penchent sur eux avec condescendance lorsqu'ils ont décidé d'en faire des « héros ».

Et pourtant les peuples marchent. Ce sont des géants enchaînés conduits par une poignée d'aventuriers.

On les a cadenassés derrière leur frontières respectives et savamment dressés les uns contre les autres.

On les a saoulés de gloire, de chauvinisme, de haine et de xénophobie.

On les a armés et rassemblés en bloc, en alliance, à l'aide de traités et de conventions dont ils ne savent rien de précis.

Les masses de manœuvre étant ainsi mises en place, alignées, numérotées, surveillées et excitées sans relâche, les chefs se lancent dans les préparatifs diplomatiques des futures hécatombes.

Replis, avances, proclamations, trêve ou reprise des froides hostilités, manipulations monétaires et marchandages, tout se passe à l'insu des peuples à qui une propagande savante tente de faire croire qu'ils déterminent seuls leur destin.

En fait les peuples subissent. Sans murmurer dans les démocraties populaires, en murmurant dans les démocraties bourgeoises. Entre ces deux formes de l'oppression il n'y a qu'une différence de degrés.

Pourtant le peuple détient la force, toute la force. Mais il s'en est dessaisi et l'a déléguée au profit d'escrocs politiques.

Cette force maintenant comme toujours se retourne contre lui. A Berlin, l'arme diplomatique s'appuie sur l'arme que forge le métal au Creusot, chez Skoda ou chez Vickers.

Le jour où les peuples se refuseront à faire des canons, la meurtrière diplomatie aura cessé de vivre.

En Palestine

Luttes stériles

LES leaders sionistes persuadaient qu'il leur était possible d'assurer en 24 heures le gouvernement de la Palestine juive.

« La création d'une patrie coûte cher ; nous paierons le prix qu'il faudra », disait Mme Golda Myerson, du bureau politique de l'Agence juive — et de vouloir construire l'inconstructible foyer national.

En Palestine, 600.000 Juifs font face à 1.200.000 Arabes — ce qui n'est pas fait pour simplifier les choses.

La création de l'Etat juif permettrait-elle de liquider la question juive ?

D'autre part, l'Etat juif pourrait-il absorber les 500.000 Juifs déracinés d'Europe centrale ?

Des experts américains avaient établi que l'utilisation du Jourdain pour irriguer les terres desséchées pourrait faire vivre plusieurs millions de personnes.

La Palestine n'a pas de matières premières.

Ni charbon, ni fer, ni minéral. On parle de nappes pétrolières, mais ce n'est pas une certitude.

Le carburant vient de l'Irak, acheminé vers Haïfa par un pipeline.

Les seules ressources de la Palestine sont les potasses et la soude.

L'an dernier, les importations ont augmenté de 56 %, tandis que les exportations tombaient de 35 %.

Donc la Palestine est tributaire de capitaux étrangers. C'est, comme le fait remarquer Sablier « une société à commandite de judaïsme mondial » (1).

Comme le fait remarquer cet auteur, « la Palestine juive ne se justifie que par les facilités qu'elle accordera à l'immigration et cette im-

migration n'est possible que dans la mesure où le développement économique du pays s'accomplira harmonieusement ».

Quelle est la proportion des forces qui se sont affrontées dans le sanglant combat judéo-arabe ?

L'effectif des armées arabes est de 60.000 hommes.

A ajouter 3.000 soldats de la Légion Arabe et 20.000 volontaires.

L'armée égyptienne compte 50.000 hommes et 150 avions de fabrication anglaise et américaine.

Du côté juif :

(SUITE PAGE 2)

La plupart des expériences sociales en cours dans l'Europe Occidentale, et notamment celles qui portent sur l'intégration du mouvement syndical dans l'appareil d'Etat, sur le rôle des comités d'entreprise, sur les « communautés de travail », sur le contrôle des prix et des salaires, peuvent être suivies en Belgique avec plus de facilité que dans les autres pays.

En effet, l'extrême degré d'organisation des groupes sociaux, la centralisation poussée au maximum des industries et des associations représentant leurs intérêts, rendent aisée l'étude des grands courants d'influence ainsi que celle des modifications apportées à la structure sociale.

Autre intérêt marquant de l'évolution belge, c'est la plus grande netteté dans l'expression des théories « technocratiques » et par conséquent la possibilité de décrire mieux qu'ailleurs le combat, trop souvent obscurci par les considérations idéologiques ou propagandistes, que se livrent le patronat, la classe ouvrière et l'Etat, ce dernier apparaissant de plus en plus comme une force autonome, possédant un devenir propre.

Rappelons brièvement quelques données essentielles. La Belgique est avant tout un pays de transit et de transactions, tributaire de l'extérieur pour ses matières premières. L'exploitation du Congo lui donne cependant, en plus de certains produits essentiels, une monnaie d'échange appréciable sur le marché international.

Ses débouchés anciens (Europe de l'Est et Orient) sont en grande partie perdus mais, par contre, elle a gagné une place importante en Amérique du Sud.

Sa source de richesse essentielle se trouve être une main-d'œuvre habile, hautement qualifiée, et d'un rendement élevé, supérieur à celui de la main-d'œuvre française par exemple.

Qu'on n'y cherche pas cette brutalité que l'on associe généralement au régime fasciste. Rien n'est plus souple que la

politique des gouvernements belges. C'est avec l'assentiment, avec la collaboration des organisations syndicales que la politique gouvernementale se poursuit. Pendant deux ans, le complexe Parti socialiste, Fédération Générale du Travail Belge, Coopératives, Mutuelles, s'est employé à aider le gouvernement pour faire admettre les mesures les plus rétrogrades.

Il a fallu l'évidence même de la faillite de la politique « baisse des prix » pendant de longs mois pour que la F.G.T.B. accepte progressivement de ne pas contraindre celles de ses centrales affiliées qui voulaient reprendre les armes de la grève pour exiger la revalorisation des salaires. C'est ainsi qu'après le mouvement d'avant-garde des postiers, après l'expérience des travailleurs du livre et de l'alimentation, vient de se déclencher un vaste mouvement chez les métallurgistes.

Il ne faut cependant pas s'y tromper. Les travailleurs belges n'en sont pas à demander l'échelle mobile. Et la période de pleine production permet des heures supplémentaires dans les industries les plus favorisées. Si bien que le jour où certaines branches de l'économie se trouveront paralysées ou dans le marasme,

(SUITE PAGE 2)

Les souteneurs de la IV^e

Est-il vrai que les députés et « sénateurs » musulmans, donc polygames, touchent les allocations de la femme au foyer pour chacune de leurs nombreuses épouses — ce qui leur permet d'arrondir considérablement leurs salaires déjà forts coquets — et ceci non compris les allocations familiales proprement dites ?

LE PIEGE DE BERLIN

Qui tiendra le dernier quart d'heure ?

BERLIN le raidissement des Russes soudain et inattendu, le changement de leur position de recul en position d'attaque, contraste singulièrement avec les développements de la politique internationale depuis les entretiens Bedell-Smith-Molotov.

Nous avons assisté en effet, d'un côté, à une avance foudroyante des Américains et de l'autre à un recul équivalent des Russes. La lettre de Wallace, les offres de paix de Markos à la Grèce et son télégramme aux leaders syndicalistes des U.S.A., les résolutions conciliantes en ce qui concerne le plan Marshall, de Lang, délégué polonais à l'O.N.U. à la conférence des socialistes de Varsovie, les avances de la Bulgarie à la Grèce, celles de la Yougoslavie à l'Italie au sujet du problème colonial, la mise en sommeil du Komintern, autant d'indications très nettes que les Américains n'ont pas voulu comprendre afin de pousser sans arrêt leur avance jusqu'au bout.

Appliquant avec une vitesse, une impétuosité singulière les « recommandations » de Londres, ils ont mené tambour battant leur offensive jusqu'à Berlin.

Les Russes ont été surpris, décontenancés. Leur attitude, jusqu'au 24 juin date de la convocation des « Huit » le prouve.

Le 18 juin Sokolowsky disait encore « qu'il est nécessaire de régler le problème monétaire sur une base applicable à toute l'Allemagne... que l'application quadripartite est souhaitable... etc... ».

Le 22 le ton est toujours conciliant, les lettres aimables, et la « Taeglicher Rundschau », journal sous licence soviétique, publie des articles léfiançants. Le 23 les conversations quadriparti-

tes proposées par Robertson sont reprises. Elles échouent pour une question de prestige. Les « occidentaux » y avaient proposé la création d'un mark valable pour Berlin à condition que cette institution soit l'objet d'une décision prise à quatre. Les Russes refusent catégoriquement arguant que Berlin, faisant partie de l'Interland soviétique, une telle mesure ne pourrait être prise qu'unilatéralement.

Le lendemain, coup de tonnerre. Staline se retourne et fait face. Il met en ligne toutes ses forces politiques, juridiques et économiques, passe aux mesures de rétorsion efficaces, coupure du courant électrique, blocage des transports, riposte monétaires, etc... et convoque les Huit à Varsovie. On parle immédiatement de la formation d'un bloc

oriental, d'une nouvelle Allemagne, etc... En fait, le communiqué publié par les « Huit » qui se sont mis d'accord avec une surprenante célérité prouve d'abord la soumission absolue des « démocraties populaires » à l'U.R.S.S. ; ensuite, un désir évident de ne pas couper les ponts. Symptomatique sont les propositions faites au sujet de l'Allemagne. Alors qu'à la Conférence de 1947 à Londres les Russes ne parlaient que centralisme, état rigide, unité, etc..., aujourd'hui on s'aperçoit que les « Laender » feraient bien figure d'unité économique et certaines phrases du texte ressemblent curieusement à celles qui ont été prononcées à Londres voici trois semaines.

Notons également un discret coup de coude donné à la France et à l'Angleterre au sujet du danger que représenterait pour eux le mark-dollar.

Que ce communiqué contienne des critiques contre les « recommandations » de Londres, la création virtuelle de la trizone, celle du mark-dollar, il ne pouvait en être différemment. Et malgré ces indispensables réserves il n'en ressort pas moins que les Russes y font de propositions à peine voilées de négociations, ce qui contraste singulièrement avec les officielles clameurs, à Berlin.

On les a cru décidés à organiser officiellement une Allemagne orientale pour l'opposer à l'Allemagne occidentale ; c'est une erreur. Cela aurait été une fausse manœuvre car ils veulent que partent d'Europe toutes les troupes d'occupation et le plus tôt possible ; ce jour-là ils seront les maîtres du continent.

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

Dans les Balkans

LES LOUPS ENTRE EUX

Le Manchester Guardian avait déjà mis l'accent sur les remous qui agitent actuellement les Partis communistes des démocraties populaires du Bassin du Danube. La crise qui vient d'éclater et qui aura des répercussions sur les rapports entre le pays satellites et l'U.R.S.S. prend sa source dans la crise de nationalisme des éléments nouveaux de ces Partis.

Avant la guerre les Partis communistes yougoslaves, bulgares, roumains et grecs étaient relativement peu nombreux. Seul, celui de Tchécoslovaquie faisait exception à cette règle, bien que l'importance de ses effectifs d'alors ne soient en rien comparable avec ceux d'aujourd'hui.

Ces Partis, toutefois, avaient forgé un appareil solide, rompu aux luttes clandestines. La répression sanglante des « Démocraties balkaniques » les avait popularisés parmi les différentes couches d'une population qui ne les voyait qu'à travers la lutte qu'ils prétendaient mener contre les « Tyrans locaux ».

La guerre, la résistance d'une part, mais surtout le voisinage redoutable d'une Russie victorieuse émettant des prétentions exorbitantes envers ces pays dont certains s'étaient trouvés pendant les premières années du côté de l'Axe, ont considérablement grossi ces Partis ou leurs filiales, les Fronts Nationaux organisés par eux pendant la guerre ou plutôt vers la fin de la guerre, dans la clandestinité.

Des éléments paysans sans grande idéologie, des petits bourgeois opportunistes, des intellectuels, des politiciens même, se ruèrent à l'assaut du succès. Beaucoup de ces derniers s'étaient d'ailleurs compromis avec l'organisation fasciste, leur ralliement rapide et la surchère prostitutionnelle étaient seuls capables de les dégrader du mauvais pas où ils s'étaient égarés.

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

Le Plan Marshall

Ses dessous — Ses desseins

Le 47 décembre 1947, le Congrès américain votait le programme d'urgence à l'Europe.

Le Congrès ratifiait le chiffre de 500 millions de dollars au lieu de 597 demandé par Truman.

Les pays européens bénéficiaires étaient la France, l'Italie, l'Autriche. La Chine recevait également cette aide.

Une réduction de dollars est intervenue. La Chambre des Représentants a réduit de 66 millions de dollars la part française et de 22 millions la part italienne. Ces réductions furent justifiées par le fait que la France et l'Italie ne faisaient pas des crédits un usage urgent puisqu'ils furent destinés à payer les intérêts de pays créditeurs et à effectuer divers remboursements.

Fin mars 1948 le Sénat américain adoptait avec une majorité de 69 voix, le projet d'aide permanente à l'Europe. La commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants acceptait le nouveau crédit de 5 milliards 300 millions de dollars pour la première année du plan Marshall.

Sur ces 5 milliards 300 millions, 4 milliards devaient être prêtés par l'Export and Import Bank.

Cette générosité inattendue fut dictée par des événements politiques graves qu'illustra la formule du speaker de la Chambre, A. Martin : « Si les communistes s'emparaient du pouvoir en Italie ils domineraient toute l'Europe ». Il va de soi qu'un gouvernement communiste en Italie interdisait l'aide américaine.

Enfin le 25 juin 1948 le chiffre de l'aide globale était définitivement arrêté. Il s'agissait de 6.600.710.928 dollars et de 47 pays bénéficiaires.

Ces crédits couvriraient une période de quinze mois, mais pourraient être dépensés en 12 mois si le président des U.S.A. et l'Administrateur du plan le jugeaient utile.

Cette aide est évidemment conditionnelle puisqu'elle est subordonnée à la signature d'accords bilatéraux devant s'effectuer avant le 3 juillet 1948.

Les clauses de ces accords bilatéraux sont évidemment draconiennes.

L'article 40 dit que le gouvernement de Washington peut agir à sa guise sur le taux de change des pays assistés.

D'autre part il est dit que le gouvernement américain peut exiger du gouvernement français l'installation d'entreprises américaines pour la fourniture de produits faisant défaut.

Enfin une entreprise américaine en France jouant son expansion lésée par la législation française peut s'en référer à la Cour de La Haye.

Il y a d'autre part des exigences quant aux tarifs douaniers qui froissent particulièrement la Grande-Bretagne.

La France, l'Angleterre, le Danemark et la Suède ont, à ce sujet, élevé de vives protestations auprès de M. Thorp, secrétaire d'Etat aux Affaires économiques montrant toutes ces conditions comme inadmissibles. Ce qui fait que momentanément en ce qui concerne le change le gouvernement américain ait accepté les motifs invoqués.

La France s'est opposée à ce que des installations industrielles américaines ne relèvent pas de la législation nationale, ce qui montre à quel point on est arrivé psychologiquement le plan Marshall.

Il y aura évidemment d'autres bagarres en perspective.

D'ici 6 mois, ainsi que le remarque le « New York Times », la bataille va reprendre entre le Congrès et l'Administration fédérale lorsqu'il s'agira de

Une nouvelle

maladie

LE



Peut-on avoir une place douillette tout à la fois, au paradis, vivre en famille auprès de son fils, être assise à la droite du Bon Dieu, vivre dans l'ambiance de gens aussi honorables que distingués tels que Bienheureux, Séraphins, Archanges et avoir la nostalgie de notre gadouilleuse planète, toute souillée par nos péchés ?

Parce qu'enfin, depuis l'affaire de Lourdes, on pourrait compter les régions où la Sainte Vierge n'est pas apparue. Ça n'est même plus du miracle, c'est du camping, de l'invasion !

Certains esprits, touchés par la grâce, estiment que la Bonne Mère daigne se pencher sur notre terre pour guérir les hommes de leurs maux, pour nous soulager de nos misères, tant physiques que morales ; bref, à remettre un grain d'ordre dans la création du Bon Dieu. Mais il nous faut bien constater qu'en cette matière, la Sainte Vierge n'est pas du tout sakanoviste et nous supposons plutôt qu'elle est en goguette.

Et la Marie, une fois de plus, est venue installer ses pénates en Lorraine, à Bouxières-aux-Dames. Et le pieux

LES RÉFLEXES DU PASSANT

La Marie partout

curé de l'endroit très honoré de l'abbaye, commençait à collectionner d'au et offrandes. Hélas ! son supérieur hiérarchique, l'évêque de Nancy, est un esprit fort qui ne croit pas au Père Noël, ni aux apparitions ; en vertu de ce juste principe que l'union fait la force, il allia sa croix à celles de cinquante gendarmes et le curé fut expulsé « manu militari, amen ».

Quelques incompétents en ces choses diaboliques, nous avons peur de l'erreur judiciaire ; car, après tout, si l'évêque avait tort ? Si le curé avait raison ? Et si c'était vraiment la vraie de vraie Sainte Vierge qui se soit manifestée à Bouxières ?

Vous auriez beau ricaner, bougres d'anarchistes, il y a tout de même un précédent. Souvenez-vous qu'un certain même Lorraine, des voix célestes et patriotiques dictèrent sa conduite à Jeanne d'Arc ! Souvenez-vous que le verdict de l'évêque Cauchon fut révisé par l'Histoire ; qu'il faut croire en Jeanne, en ses voix, en ses œuvres, puisque toute la fraction saine du pays, c'est-à-dire, les gaullistes, les pétainistes et les communistes font « chorus » pour l'honorer.

Et que tout de même, les matérialistes se doivent d'adorer Dieu puisque M. Götfrid, président de République et marxiste, fait célébrer un « Te Deum » en son honneur. Et s'il l'a fait, c'est qu'il y croit, parce que, autrement, ce ne serait qu'un polichinelle.

BELGIQUE

(Suite la 1^{re} page)

les index de base pour le calcul des salaires qui n'auront guère été modifiés, permettront aux patrons comme à l'Etat de réduire rapidement les avantages pratiques, mais non officiels de la présente période inflationniste.

Il faut en effet délimiter, sur certains points du moins, le rôle des employeurs privés et celui de l'Etat. En plus des circonstances, le second est bien dur, plus calculateur, que le premier. Nombreux étaient les professions où les patrons eux-mêmes acceptaient des augmentations de salaires, si les services gouvernementaux n'étaient intervenus pour opposer leur veto.

Il existe aujourd'hui un appareil de hauts fonctionnaires dont la politique se différencie de celle préconisée par les nombreux capitalistes individuels dont les mesures organisationnelles limitent très souvent les pouvoirs privés, et dont les buts dépassent singulièrement les ambitions des groupes patronaux. Sans doute s'agit-il d'un appareil alternatif, sur des tendances intérieures du capitalisme pour faire aboutir leur propre solution — et toujours dans un sens extra-ouvrier et non-socialiste — mais ils parviennent en mettant à profit leurs propres fonctions dans l'appareil d'Etat à peser fortement sur son orientation.

Chose curieuse, c'est dans les milieux de hauts fonctionnaires et politiques, que ces techniciens trouvent des soutiens et des oreilles complaisantes. Quand dans une brochure intitulée « Vers la démocratie sociale par l'accès des travailleurs à la gestion économique », le secrétaire de la F.G.T.B., Paul Finet, définit le rôle du Conseil Central de l'Economie, il parle en pur planiste, attribue des rôles importants aux grands bonzes du mouvement ouvrier et rejoint — tout en employant un langage ouvrier — les thèses défendues dans une autre brochure, patronale celle-là, intitulée « Les Conseils d'Entreprise ».

Car, et le phénomène est non moins extraordinaire, chez les patrons eux-mêmes, et plus spécialement dans les milieux « intellectuels » patronaux, il se trouve également des « conseillers » et des « spécialistes » qui comprennent que le rôle autrefois dévolu à l'initiative individuelle doit être confié à d'autres. Et qu'il est temps de constituer un

« brain trust » dirigeant l'ensemble des destinées de la Belgique, peut-être de l'Europe.

Ce parallélisme, dans les tendances exprimées par les dirigeants du mouvement syndical, des groupements patronaux les plus lucides, et de l'Etat, est remarquable si on considère le caractère contradictoire des organisations qui ont secrété les formules et l'intelligentsia nouvelle, mais elle n'offre rien de bien étrange si l'on examine le type d'homme qui, dans l'un ou l'autre secteur social, occupe les postes de commande.

Il ne s'agit plus que de trouver les maîtres d'une certaine algèbre, où les convictions idéalistes sont absentes, où les tendances politiques sont dépassées, et qui doit servir uniquement à faire tourner la machine de la production dans des conditions optimales. Et capitalistes intelligents, hommes d'Etat et leaders syndicaux sont prêts à échanger leurs précaires avantages financiers actuels contre les leviers de commande d'une société où « l'intérêt général » serait roi.

Cette étape vers la naissance d'une « classe technique » n'est pas la première. Il faut se rappeler qu'un pacte de solidarité sociale a été signé entre représentants des divers groupes sociaux — belges à la Libération. Et que cet esprit, les intérêts des travailleurs étant délibérément sacrifiés, présida à toutes les grandes manœuvres sociales actuelles.

Faut-il s'illusionner et croire que les contradictions sociales n'existent plus en Belgique, ou que les frictions ne se produisent qu'occasionnellement ? Evidemment, non. La propriété demeure la base légale de la société. L'Etat défend puisque c'est son rôle ancien, les favoris de la fortune. Les leaders syndicaux sont parfois obligés d'agir parce que leurs adhérents ruent dans les brancards.

Le vieil esprit patronal n'est pas mort non plus. Il cherche avec beaucoup d'habileté à réduire le mouvement syndical au rôle d'interprète des intérêts généraux de la classe ouvrière dans le cadre national, à une sorte de parlementarisme économique. Mais en même temps, le patronat tente d'éliminer le syndicat de l'entreprise (cellule vivante) pour le reléguer dans la corporation et à le remplacer par le comité d'entreprise, dont la définition légale serait précise : faire naître la communauté du travail, c'est-à-dire rendre obligatoire la collaboration de tous (travailleurs, cadres et patrons) pour la plus grande prospérité de la boîte.

Ces projets, ressemblent curieusement, dans leur partie pratique, à ceux déposés par les représentants syndicaux. Le point de départ est différent, le but lointain aussi, mais dans l'immédiat l'accord pourra se faire, et la classe naissante des techno-bureaucrates prêter ses bons offices pour le faire aboutir.

Nous retrouvons en Belgique, à l'état plus pur, les tendances sociales qui se manifestent en France. Celles que les « affranchis » du mouvement social admiraient déjà dans le système des conseils d'entreprises en Suède.

Ces tendances vont s'accroissant, jusqu'à s'imposer.

Mais à une condition : la démission de la classe ouvrière, et à l'héritage capitaliste. Et son acceptation définitive de la condition prolétarienne.

DAMASHKI.

PALESTINE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

La Haganah comprend 80 à 100.000 soldats, l'Irgoun 6.000 combattants, le groupe Stern 1.000 hommes.

Le 26 mai dernier se constituait l'Armée nationale juive, groupant la Haganah, l'Irgoun et le groupe Stern.

Chaque unité conservait ses forces et ses cadres.

La mobilisation touchait les hommes de 17 à 35 ans et les femmes de 18 à 25 ans.

Les autres se trouvaient dans les formations de travailleurs.

L'objectif géographique de l'Irgoun c'est la constitution d'une autorité juive sur toute la Palestine, y compris la Transjordanie, ce qui a pour vertu d'irriter le monde arabe.

Elle désire un rapprochement avec les Etats-Unis et des liens étroits avec l'U.R.S.S., mais elle est muette quant à l'Angleterre, ce qui fait présenter une sourde rancune.

Les Irgounistes et les forces d'Israël se heurtent.

Eternelle rivalité de groupements frères qui postulent à une influence contradictoire sur la communauté juive.

L'U.R.S.S. s'est d'ores et déjà fait représenter auprès de l'Etat d'Israël. Guerchov, ancien chargé d'affaires à Ankara, représente les intérêts soviétiques dans la capitale israélienne.

Le sanglant combat qui oppose les forces juives et les combattants arabes ne se justifie pas. Les uns et les autres devraient avoir la force de sceller leur union et de tourner communément leurs armes contre leurs ennemis respectifs.

D'un côté, la haute administration juive, qui tire profit du sionisme ; de l'autre, la ligue arabe, formée par les féodaux et les grands dignitaires de l'Islam.

ZINOPOULOS.

(1) Le Monde du 28 janvier 1948.

AU FIL DES JOURS

Au fil des jours

Les 18.000 dockers de Londres en grève ont causé l'immobilisation de 125 navires.

Cette grève a été provoquée par la pénalisation de 11 dockers qui avaient demandé une prime d'insalubrité pour décharger de l'oxyde de zinc.

Malgré les injonctions de leur secrétaire général, ils avaient refusé de reprendre le travail.

Décidément, ailleurs aussi les dirigeants syndicaux deviennent jaunes de plus en plus.

Hiroshima

Le 6 août sera l'anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima, qui fit 78.150 morts. Les Japonais décrètent une journée de prières pour la paix.

Les peuples ont toujours prié pour la paix et ont toujours eu la guerre ! Leurs Dieux doivent avoir un esprit de contradiction remarquable.

Si les peuples essayaient de prier pour la guerre...

La valeur n'attend pas...

Deux mille enfants en haillons venant des quartiers pauvres de Rome ont pris d'assaut la Préfecture et ont envahi les bureaux. Ils ont refusé de partir avant d'obtenir l'assurance écrite de leur envoi dans des colonies de vacances au bord de la mer. Ils avaient été accompagnés jusqu'à la Préfecture par leurs mères qui attendaient en tricotant l'issue de l'opération !

Prenons de la graine !

Les anthropophages

En Turquie, Hassan Saka a rappelé que depuis huit ans le pays consacre la moitié de son budget à l'armée et a affirmé que la Disense nationale continuerait à avoir la priorité même si elle exige les plus lourds sacrifices.

Comme en France ! Comme partout !

Et vivent les nations anthropophages !

« Protection »

Un projet de loi relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger a été adopté par le Conseil des Ministres. Il reprend et précise les pouvoirs du juge des enfants et crée des Conseils de Protection de l'Enfance.

L'Etat protège l'enfance... comme le maquisin protège son troupeau.

Les nouveaux nazis

B. H. SHOEMAN, ministre nationaliste du Travail de l'Afrique du Sud, a déclaré que les Indigènes ne pourront faire partie ni de syndicat européen ni de syndicat autonome ; de plus, l'apprentissage des indigènes dans toutes les professions artisanales est supprimé.

Berlin

Les Américains éprouvent de fortes résistances en Angleterre, en France et dans les pays scandinaves en ce qui concerne les normes excessives d'application du plan Marshall. Ces pays s'inquiètent à juste raison de la voracité un peu trop vorace de la finance yankee et regrettent de s'y être abandonné complètement. Par réaction naturelle ils se tournent timidement vers la Russie seule puissance capable de contrebalancer un asservissement qui risque d'être complet.

L'offensive russe arrive à point. L'Amérique en difficulté avec ses vassaux doit faire face sur deux fronts. Elle est certes capable de se défendre victorieusement mais en attendant l'opinion européenne lui fait défaut et accorde davantage de crédit à l'U.R.S.S.

D'autre part, l'introduction du nouveau mark à Berlin est un geste brutal et peu conforme aux bonnes relations internationales.

Staline a donc en main ces nouveaux atouts et, appuyé à Berlin sur sa supériorité juridique et économique il attaque.

Manœuvre de grande envergure et délicate tout à la fois.

Il s'agit de se battre tout en faisant des ouvertures. Car tout le monde sait très bien que ce n'est pas la guerre. Pas encore !

Mais l'occasion, ou plutôt le prétexte pour obliger les Américains, les Français et les Anglais à quitter Berlin est trop beau pour ne pas le saisir au passage.

Berlin entièrement soviétique, c'est le dernier danger d'infiltration occidentale supprimé. Jusqu'où ira ce jeu ? Certainement pas jusqu'à l'irréparable, bien qu'il soit probable que les Russes réalisent cette ambition.

Une fois les Américains acculés — car on ne peut décemment laisser mourir de faim deux millions d'Allemands ! — les Russes alors en bien meilleure posture pour faire des ouvertures et les Américains très contents de pouvoir sortir de ce traquenard même au prix de concessions qu'ils auraient refusées en toute autre occasion.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

Ordre et contre-ordre

MAYER. — Une économie saine ne peut exister dans la contrainte. Le contrôle des prix, la taxation, les contingents nécessaires à un nombre sans cesse croissant de fonctionnaires dont l'entretien pèse lourdement sur le budget et aggrave de ce fait l'inflation.

D'autre part, les initiatives, le goût du risque, l'esprit d'entreprise, en un mot l'élan vers la prospérité nationale est rendu impossible, le libre jeu de la concurrence étant artificiellement supprimé. En outre, le maquis des règlements et contraintes, inhérentes au dirigisme, favorise à l'excès le marché noir et, partant, la corruption qui peu à peu gagne et gangrène le corps social tout entier !

Nous avons donc décidé d'en revenir aux saines traditions du capitalisme libéral et d'autoriser la liberté de transactions à toutes les marchandises dont l'abondance justifie cette décision.

L'offre et la demande, jointes à l'esprit patriotique des commerçants, provoqueront rapidement une baisse massive, la confiance renaîtra et la France immortelle repartira d'un pied ferme vers ses non moins immortelles destinées !

DUCLOS. — Votre décision cache le criminel dessein de favoriser les trusts ! Le peuple jugera !

CHEUR DES COMMERÇANTS. — Vive Mayer !

SIX MOIS APRES

MAYER. — La situation est grave. Les prix, et notamment ceux du poisson, montent en flèche et risquent de réduire à néant la baisse massive que l'on constate depuis quelque temps...

A quoi attribuer ce phénomène ? Il y a des inpondérables, des développements occultes dans certains secteurs, et

une fâcheuse tendance à l'accumulation des stocks...

LE PLAISANTIN. — Des stocks de poisson ?

MAYER. — La paix sociale risque d'être troublée, le budget déséquilibré, le franc amoindri et la stabilité politique remise en question. La réaction gouvernementale se doit donc d'être vigoureuse. Nous avons décidé de supprimer la liberté de transaction néfaste et corruptrice au premier chef, de subventionner le lait, le charbon, le pain, et au besoin le reste.

Afin d'éviter le déséquilibre budgétaire que ces mesures risquent de provoquer, nous établissons de nouveaux impôts...

LE PLAISANTIN. — ...Qui a leur tour feront augmenter le coût de la vie !

MAYER. — Non, monsieur. Cinquante mille fonctionnaires nouvellement engagés pailleront à la rigoureuse observance des taxes, décrets et règlements !

LE PLAISANTIN. — Qui paiera ces fonctionnaires ?

MAYER. — Je n'ai pas l'habitude de répondre à des questions oiseuses. Ainsi, messieurs, grâce à ces nouvelles mesures, la France immortelle, etc...

DUCLOS. — Votre décision est incompatible avec la liberté. Le fonctionnaire, encore une fois, va étouffer la France. Vous faites le jeu de l'impérialisme américain !

CHEUR DES COMMERÇANTS. — Vive Mayer ! Vive le marché noir !

SIX MOIS APRES

MAYER. — Messieurs, la liberté commerciale est...

Si cette histoire vous amuse... E. A.

DE JUIN 36, A JUIN...

D ONC les mois de juin des années bissextiles ne se suivent pas et ne se ressemblent pas qu'on s'en doute, furent des mois tous prodigieux. Souvenez-vous : Juin 36 : Occupation des usines par le prolétariat français et Juin 41, occupation d'icelle par le prolétariat anglo-américain.

Et n'étant pas fétichistes, nous n'en déduisons certes pas qu'en juin 48 il se passa quelque chose, trop d'excuses serions nous si après toutes ces occupations venaient pour les prolétaires l'ère des préoccupations.

Où en sommes-nous 12 ans après ce Juin 36 qui avait suscité tant d'espérance ? Don l'exemple avait porté jusqu'en Amérique ! Nous en sommes maintenant à écarter d'assaut toute une pourriture politicienne pour savoir si c'est le communisme Billoux qui a pris un décret dont se sert la R.M.P. Poinso-Chapuis pour avantager les écoles confessionnelles qui bien s'entend, agissent de leur propre autorité. On assiste cherché à la lutte de tous ces fantômes qui ne savent pas s'ils doivent sacrifier les contrats ou les titulaires, qui défont les crédits de l'Education, de la Santé, de la Reconstruction et qui jettent un milliard par jour dans le gouffre des Danaldes du militarisme. Sans enlever sur les fonctionnaires utiles et utiles, soyons certains qu'on ne sacrifiera pas les percepteurs qui sont des sakanovistes à leur manière, vivant une échevauche fantastique, dont les comptes s'approchent de l'astronomie depuis que la dernière des femmes de ménage est obligée de payer ses impôts d'avance.

Dans des émissions charbonnières, les valets du gouvernement, les chefs de centrales syndicales bien domestiquées viennent chanter la baisse des prix, justification du blocage des salaires pendant que la

liberté de mercantier est de plus en plus rendue aux commerçants.

Où, 12 ans après Juin 36 — Le pain, la Paix, la Liberté — le prolétariat peut faire l'inventaire de ses misères dans un pays ruiné, pendant que les profiteurs et les sont nombreux, capitalistes, moyens et hauts politiques, ministres prévaricateurs, hauts fonctionnaires complaisants ont « gagné » des centaines de millions. Le colonel de la Roque a pour successeur un général beaucoup plus populaire et qui doit justement une partie de sa popularité au fait que ses adversaires les plus acharnés, c'est-à-dire les communistes, sont encore plus fascistes que lui. Et par dessus tout, pour noircir encore le tableau, l'inquiétant menace d'un conflit finissant d'entraîner une Europe déjà dévastée.

Pourtant, dans le monde entier, deux puissances internationales se forment, mais ce n'est certes pas celles que nous aurons rêvé. La communiste et l'auti qui n'ont certes ni l'une ni l'autre aucune préoccupation ouvrière. De tous les coins de la planète, des millions d'êtres humains sont attirés qui, vers les moustaches de Staline, l'homme au plan quinquennal, qui vers celles de Churchill, l'homme au plan du même nom. Ils seront hélas, dévorés par l'appât de l'un et de l'autre. Entre eux, il n'est point place pour la neutralité et ce n'est pas ce misérable Léon Blum, 3^e force, l'homme qui a laissé étouffer la révolution espagnole, qui changera la face des choses. A ce propos, on peut se demander ce qui serait produit si en juin 36, au lieu d'un faux ami bien patelin le prolétariat français avait eu un premier ministre franchement réactionnaire ? Peut-être étant donné l'état d'esprit qui l'animait à cette époque, eut-il poussé son expérience plus loin !

Quoi qu'il en soit, les ouvriers allemands, italiens, américains, anglais et français doivent méditer sur leur chômage et sur leur ruine, contempler les morts dans la mêlée impérialiste, se remémorer que c'est dans les seuls instants qu'ils ont pris en charge leur propre destin qu'ils ont réussi quelque chose de bien : reprendre ce principe d'une vraie internationale ouvrière, à savoir que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'il leur faut absolument se unir pour résister à la préparation de la révolution s'ils veulent conquérir enfin le Pain, la Paix et la Liberté.

LIG.

Chez les autres...

Centenaire du manifeste communiste

L'Humanité consacre une page entière au Manifeste.

« Il n'a pas été écrit par un Français. Il n'a pas été écrit sur le sol français. Il porte cependant le sceau du génie français. »

Voilà de quoi satisfaire le nationalisme des lecteurs qu'éclairerait la nationalité des auteurs, des « sales boches » qui...

Ceci dit, pour célébrer avec l'Humanité centenaire, voilà, péle-mêle, des extraits du Manifeste et des coupures du « journal du peuple » :

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. »

« Le Bureau Politique félicite chaleureusement Ch. Tillon pour son discours d'une haute inspiration patriotique. »

« Nous sommes pour la France d'abord ! »

« La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'épanouissement de son corollaire, la prostitution publique, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital. »

« Maurice Thorez a accepté d'être le parrain du douzième enfant d'une belle famille française. »

Prix - Salaires

Du Figaro :

« L'Etat lorsqu'il nationalise est un patron prodigue, un mauvais client et un mauvais payeur. »

Quels salaires mirifiques ce patron prodigue doit verser aux cantonniers, facteurs, etc... Des chiffres !

Le dénuement dans lequel ce mauvais client et mauvais payeur laisse les gros entrepreneurs, gros financiers et autres marchands de canons fait plaisir à voir. Le Figaro, après avoir dénoncé la misère en battifréte se doit de mener une vigoureuse campagne contre la misère en habit et la misère en 40 cv. Du courage et bravo !

L'armée

Dans le Figaro :

« Il serait temps que les Français surmontent cette désaffection que depuis huit ans leur inspire tout ce qui touche à l'armée. »

Que M. Mauriac se rassure, il y a des gens qui la surmontent cette désaffection, à preuve, les 413 milliards que grouche la « grande muette » annuellement.

Il serait temps que M. Mauriac surmonte cette désaffection que depuis quatre ans lui inspire tout ce qui ne touche pas à l'Armée, à la Patrie et à l'Eglise, il serait temps qu'il ne s'indigne plus de ce que l'on consacre un aérodrome militaire près d'une cathédrale, il serait temps qu'il s'indigne qu'on construise un aérodrome militaire tout simplement, il serait temps qu'il s'indigne de la misère du monde ouvrier, il serait temps que M. Mauriac ne soit plus un triste caton patriote mais, puisqu'il croit au Bon Dieu, tout simplement un chrétien.

Laïcité

Au Populaire Guy Mollet est satisfait :

« Le Parti socialiste est au premier rang de la défense laïque... Le décret du 10 juin ? Une victoire socialiste ! »

(SUITE PAGE 3)

RÉGION PARISIENNE

Assemblée générale de tous les militants mardi 6 juillet, à 20 h. 30, salle de la Mutualité.

Consulter le panneau.

PRESENCE DE TOUS INDISPENSABLE.

F. A.

Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e

Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

1^{re} Région. — Les trésoriers sont invités dès maintenant à se mettre à jour des cotisations du 2^e trimestre 1948 et des versements en retard. Bernard Pierre, aux Allouettes, Amiens. Lille C.G. 1.800-93, la Ligne. Abbeville. — Réunion du groupe le samedi 3 juillet à 18 heures, café rue du Moulin. Présence indispensable de tous les militants. Le camarade Joyeux de la Commission syndicale de la F.A. sera présent à la réunion.

2^e Région

Paris (9^e). — Les camarades intéressés par la formation d'un groupe dans le 9^e sont priés d'écrire à Robert François, 9, rue Houdon (18^e).

Courbevoie. — Réunion du groupe le 1^{er}, 3^e et 4^e lundis du mois, 38, rue de Metz, à Courbevoie. Réunions ouvertes aux sympathisants.

Maisons-Alfort - Alfortville - Bonneuil, Charenton et environs. — Réunion constitutive du groupe, samedi 3 juillet, 20 h. 30, café Marillac, Place de la Mairie, Alfortville. Pour renseignements écrire : Degode, 10, rue Emile-Eudes, Alfortville.

Montgeron. — Réunion du groupe dimanche matin, 4 juillet, lieu habituel. Présence indispensable.

Saint-Juen. — Réunion du groupe tous les jeudis, café Vallaux, 10, rue Ampère, derrière les Ecoles Jean-Jaures.

Groupe de l'Est. — Réunion de jeudi 1^{er} juillet, à 20 h. 30, 41, rue Pétion. Conférence.

Secteur Banlieue Ouest, Colombes, Argenteuil, Asnières, Courbevoie, Levallois, Nanterre, Puteaux, Suresnes. — Réunion du groupe, dimanche 4 juillet, café, 10, rue de Paris, à Colombes. Ordre du jour important : coopération. Présence de tous les groupes indispensable.

Paris-Ouest. — Réunion du groupe tous les vendredis, 79, avenue de Saint-Ouen, Paris 17^e, café Le Balagny.

Banlieue Sud. — Dimanche 4 juillet, à 9 h. 30, salle Collot, Grande-Rue, 64, à Bourg-la-Reine. Causerie de Maitre. Démographie et éducation sexuelle.

Abonnez-vous au LIBERTAIRE

CULTURE ET RÉVOLUTION

JUIN 1848 L'insurrection

On l'a bien négligée, dans les fêtes du Centenaire, cette année de la Commune de Paris ! Le Peuple même l'a presque oubliée... Elle fut tellement anonyme qu'elle n'a pas laissé derrière elle la mémoire d'un seul visage... si ce n'est celui de Godefroid de Cavaignac, le chef des Goucheux, et celui de l'archevêque de Paris, Monseigneur Affre, qui voulut « pacifier » le faubourg St-Antoine, et fut tué dans le dos par les fusils de l'ordre, brachés des fenêtres du boulevard Beaumarchais (1).

Le faubourg Saint-Antoine était célèbre dans les Révolutions : c'était le quartier des ébénistes. Calme jusque là, il avait donné asile aux insurgés vaincus ; par solidarité il allait les défendre jusqu'à la mort.

Qui étaient ces insurgés ? Le bruit courait qu'ils avaient des chefs communistes... légionnaires... bonapartistes ; qu'ils avaient reçu de l'or d'Angleterre, que des meneurs tirés des prisons distribués des lettres fortes ; qu'ils étaient incités au pillage ; qu'ils détroussaient, torturaient, mutilaient les prisonniers... etc...

La vérité était plus simple. Des hommes avaient cru que la République — deuxième du nom — allait leur assurer le droit au travail et à la vie ! Trois mois de misère et la fermeté des ateliers nationaux les avaient déçus. Ils avaient fait des barricades en février ; ils refirent en juin des barricades. Sur l'une d'elles flottait le drapeau noir, symbole du désespoir en toutes les institutions humaines. A l'assaut, montait l'armée, la garde nationale de banlieue et des beaux quartiers, et c'est qui restait officiellement du peuple en armes. Par une amère déception, les anciens frères des combats contre Louis-Philippe — en

blouse d'ouvriers, eux aussi — étaient souvent en tête des colonnes gouvernementales.

Les insurgés de juin ? C'étaient des PRODUCTEURS déçus, dont une révolution politique avait fait des espèces de MILITAIRES (condensez les deux mots : vous avez le mot « prolétaires »). Beaucoup d'entre eux avaient eu la bêtise — le chômage sévissant et la République se proclamant démocratique et sociale, de s'en remettre à l'Etat du soin de les empêcher de mourir de faim.

L'Etat avait alors fondé les ateliers nationaux — cette dérisoire caricature du Socialisme de Louis Blanc (L.B. voulait l'organisation du travail par des ASSOCIATIONS OUVRIÈRES SUBVENTIONNÉES, mais administrativement autonomes).

Comme on peut en juger par nos « nationalisations », cette dérisoire caricature était un pétaudier bureaucratique — leur principal but étant de « socialiser les pertes » sans porter ombrage à l'industrie privée. L'autre but probable était d'avoir une clientèle politique à toutes mains, à peu près comme aujourd'hui. Ça ne coûtait pas au pays un milliard par vingt-quatre heures (budget actuel de la mirifique armée française) ; mais ça coûtait, paraît-il, plus d'UN MILLION PAR SEMAINE (cent quinze mille hommes à vingt-trois sous par jour), ce qui était quand même une somme pour l'époque !

On se rendit compte, en haut lieu, que l'entretien de cent quinze mille glorieux barricadiers comme soutiens budgétaires du régime était une arme à deux tranchants, et on commença à prendre les mesures nécessaires pour séparer du sort de ce prolétariat celui de la République bourgeoise, déjà réconciliée avec les généraux orléanistes.

Cependant, on procéda avec les ménagements nécessaires. On fit comprendre aux héros de la révolution parisienne qu'ils étaient de trop sur le pavé de Paris ; et on leur proposa une solution, à eux, anciens relieurs, céramistes, ciseleurs, décorateurs, miroitiers et orfèvres (2) — devenus fonctionnaires terrassiers. On leur proposa d'être transportés dans les marais de la Sologne, pour les assainir.

Au grand scandale des historiens, ces Parisiens refusèrent de se laisser déporter vers les Karagandassolognes. Ils préférèrent SE FAIRE TUEUR POUR CE QUI LEUR RESTAIT DE DIGNITÉ HUMAINE ET PROFESSIONNELLE.

Pendant trois mois, on les avait nourris à la gamelle, on leur avait fait creuser des trous sur le Champ de Mars et sur les boulevards, POUR RIRE, pour qu'ils gagnent leur rata par la corvée.

Tous ces trous en avaient fait un dans les finances publiques. On mit leurs cadavres dedans. Et le terrain se trouva nivelé pour l'entrée triomphale de S.M. l'Empereur Napoléon III.

A. P.

(1) Voir, par exemple, la très bourgeoise « Histoire de la Révolution de 1848 », de Gaston Boulois.
(2) Presque tous les métiers de Paris étaient alors des métiers d'art.

Les cachots de l'Hôtel-de-Ville

Un escalier composé de trente-deux marches conduisant à deux caveaux obscurs où les prisonniers avaient de l'eau jusqu'à mi-corps. A mesure qu'ils arrivaient, ils étaient violemment précipités dans cette espèce de gouffre et n'arrivaient en bas que le corps brisé par les contusions. Plusieurs d'entre eux restèrent soixante heures sans nourriture, et lorsqu'ils demandaient à manger des mobiles tiraient des coups de fusil au hasard des soupiras. Un officier qui s'y opposait faillit être fusillé. Ceux qui étaient atteints tombaient dans cette eau bourbeuse, et les autres respiraient ces émanations de cadavres ; et, attendant que leur tour vint, restaient là sans air, sans lumière, sans nourriture, dans la fange et le sang.

Il paraît qu'on avait établi parmi les prisonniers plusieurs catégories : une espèce de tribunal, composé d'officiers supérieurs, les jugeait à mesure qu'on amenait ; ils étaient conduits à l'interrogatoire au milieu des coups de crosses et des bâtonnettes ; quelques-uns furent pendus dans le corridor à des barreaux de fer. Tous ceux qui avaient les mains noires étaient condamnés à mort par le tribunal. Le mot d'ordre était : « Fais-leur passer par là, ou donnez-leur de l'air. La garde mobile en fusilla pendant plus d'une journée ; les cadavres étaient entassés en montagne dans la cour et dans la salle Saint-Jean. (Récit d'un témoin)

La méthode anarchiste

L'Anarchie représente une tentative d'appliquer les généralisations obtenues par la méthode inductive-déductive des sciences naturelles à l'appréhension des institutions humaines. Elle est aussi une tentative de deviner, sur la base de cette appréciation, la marche de l'humanité vers la liberté, l'égalité et la fraternité, afin d'obtenir la plus grande somme possible de bonheur pour chacune des unités dans les sociétés humaines.

Les racines de l'anarchie sont dans la philosophie naturaliste du dix-huitième siècle. Mais elle ne peut recevoir ses fondements complets qu'après la renaissance des sciences, qui se produisit au commencement de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et qui donna une vie nouvelle à l'étude des institutions et des sociétés humaines sur une base naturaliste.

Mettant à profit cette méthode, ainsi que les recherches dernièrement faites sous l'impulsion de cette méthode, l'Anarchie s'efforce de construire l'ensemble des sciences concernant l'homme, et de reviser les notions courantes sur le droit, la justice, etc., sur les données déjà obtenues par les recherches ethnologiques, et en les étendant davantage. S'appuyant sur l'œuvre de ses prédécesseurs du dix-huitième siècle, l'Anarchie s'est rangée pour l'individu contre l'Etat ; pour la société, contre l'autorité qui, en vertu des conditions historiques, la domine. Profitant des documents historiques accumulés par la science moderne, l'Anarchie a démontré que l'autorité de l'Etat, dont l'oppression grandit de nos jours de plus en plus, n'est en réalité qu'une superstructure nuisible et inutile.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2

L'autorité qui s'est constituée dans le cours de l'histoire pour unifier dans un intérêt commun le seigneur, le juge, le soldat et le prêtre, et qui durant tout le cours de l'histoire fut un empêchement aux tentatives de l'homme de se créer une vie tant soit peu garantie et libre — cette autorité ne peut pas devenir une arme d'affranchissement, pas plus que le césarisme, l'impérialisme ou l'Eglise ne peuvent devenir les instruments de la révolution sociale.

En économie politique, l'Anarchie est arrivée à la conclusion que le mal actuel n'est pas dans ce que le capitaliste s'approprie la « plus-value » ou le profit net, mais dans le fait même que ce profit net ou plus-value soit possible. La « plus-value » existe seulement parce que des millions d'hommes n'ont pas de quoi se nourrir, à moins de vendre leurs forces et leurs intelligences à un prix qui rendra le profit net ou la plus-value possible. C'est pourquoi nous pensons qu'en Economie politique, il convient avant tout d'étudier le chapitre de la consommation, et qu'en Révolution, le premier devoir de celle-ci sera de refaire la consommation, en sorte que le lois, la nourriture et l'habillement soient garantis pour tous.

Quant à la « production », celle-ci devra être organisée en sorte que les premiers besoins de toute société soient d'abord et au plus vite satisfaits. C'est pourquoi l'Anarchie ne peut pas voir dans la prochaine révolution une simple substitution de la bourgeoisie au prolétariat, ou de la monnaie d'or, ni une substitution des capitalistes actuels par l'Etat capitaliste. Elle y voit un premier pas vers le Communisme libertaire sans l'Etat.

Pierre KROPOTKINE.

« La Science Moderne et l'Anarchie ».

Insurgés et gardes mobiles

« Cavaignac avait fait signifier aux ouvriers qu'il ne leur donnait qu'une heure pour se rendre. Ils répondirent qu'ils aimaient mieux mourir en combattant que de mourir de faim. Ils avaient amené leurs femmes et leurs enfants sur les barricades : « PUIS-QUE NOUS NE POUVONS PLUS LES NOURRIR, DISAIENT-ILS, IL VAUT MIEUX QU'ILS MEURENT AVEC NOUS ». Au milieu de ce sombre désespoir, on avait lieu de s'étonner de la modération du Peuple... Partout, les prisonniers faits par le peuple étaient traités avec humanité : les insurgés ne se contentaient pas de leur rendre la liberté : ils leur faisaient souvent revêtir des blouses par-dessus leur uniforme pour leur éviter tout danger en traversant les autres barricades... »

« Rue Neuve-Sainte-Geneviève (aujourd'hui rue Tournefort), les

ouvriers s'étaient emparés de la caserne des gardes mobiles, partageant avec les mobiles malades le peu de vivres qu'ils s'étaient procurés en mettant leurs habits en gage. Quelque temps après, la caserne fut reprise par la mobile : les ouvriers blessés qui s'y trouvaient furent dirigés sur le Val-de-Grâce et la Pitié. Dans le trajet, on les acheva à coups de sabre. Un chirurgien militaire qui chercha à s'interposer faillit être fusillé.

« A la barrière de la rue des Noyers, toutes les fois qu'un soldat était blessé, les insurgés cessaient le feu jusqu'à ce qu'on l'eût relevé. Au contraire, un insurgé ayant été blessé, ceux qui voulaient le ramasser furent assaillis de balles... »

L. MENARD.
Prologue d'une Révolution.

Proudhon demande l'amnistie

« Si la révolte des 23, 24, 25 et 26 juin a surgi tout à coup comme un accident de la misère ; si la lutte soutenue pendant ces quatre malheureuses journées n'a été qu'un élan du désespoir ; si l'insurrection prouve que, malgré l'or répandu, malgré les embarras dynastiques, l'immense majorité des insurgés se composait d'ouvriers démoralisés par le chômage, égarés par la faim, déçus dans leurs espérances, irrités à tort ou à raison contre le pouvoir ; si l'Etat enfin que le Gouvernement, que l'Assemblée Nationale elle-même, trompée d'abord sur le véritable sens de

l'émeute eussent porté au comble, par une politique fatale, l'exaspération de ces hommes dont le cri de ralliement était : « Du pain ou du plomb ! » du moins faudrait-il reconnaître qu'il n'y a pas ici de coupables : qu'il n'y a que des victimes.

Un changement de quatre mois s'est converti subitement en un casus belli : voilà en quelques mots toute la vérité. Mais — quoi qu'on en ait dit, quoi que répandent encore tous les journaux et impitoyable calomnie — la généralité, la haute moralité des classes travailleuses n'ont point péri dans ce drame. Le dénuement des insurgés, la misère des prisonniers, le respect des propriétés qui, s'il faut en croire de nombreux rapports, n'aurait pas été toujours aussi grand du côté de la ré-

LE PARDON du général Cavaignac

Les ouvriers étaient avertis du sort qui les attendait : des placards étaient jetés derrière les barricades ; ils portaient : « Défendez-vous, vous serez massacrés. » Le gouvernement est connu de ce fait, qui devait redoubler le courage des insurgés. Aussitôt des proclamations leur furent adressées par le général Cavaignac : « Ouvriers, on vous dit que de cruelles vengeances vous attendent ; ce sont vos ennemis, les nôtres, qui parlent ainsi. On vous dit que vous serez sacrifiés de sang-froid ; venez à nous, venez comme des frères repentants et soumis à la loi, et les bras de la République sont tout prêts à vous recevoir ».

Lorsque cette proclamation fut connue des ouvriers, un grand nombre d'entre eux se rendirent. Alors les uns furent fusillés sur place, les autres conduits à l'Hôtel de Ville et sur quelques autres points qui servaient plus spécialement d'« abattoirs ». Sur le pont d'Arcole, les prisonniers tombaient sous les feux croisés des gardes mobiles, placés sur les deux quais. Sur le pont Louis-Philippe, plus de quarante furent jetés à l'eau. On en amenait d'autres sur le quai de l'Hôtel-de-Ville. On les précipitait à l'eau, où les balles les atteignaient. Le plus souvent, ils tombaient sur la berge, et d'autres mobiles, placés à cet endroit, les achevaient à coups de fusil... A ce moment deux Représentants du Peuple (députés) se trouvaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville et causaient avec des officiers. Des soldats de la garde républicaine, qui conduisaient un convoi de prisonniers, leur demandèrent ce qu'il fallait en faire ? Ils répondirent : Fusillez ! Fusillez !

L. MENARD.

TOIS MILLE MEURTRES
Il ne s'agit pas là de sauver le prolétariat. Le prolétariat n'existe plus, on l'a jeté à la voirie. Mais la bourgeoisie, qui la sauvera ? — PROUDHON.

« Ce n'est pas à la République, mais autour de sa tombe sanglante, les saturnales de la réaction.

LAMENNAIS.

pression que du côté de l'émeute, sont là qui l'attestent. Ne répandons le sel et le vinaigre sur des plaies saignantes, avons pitié de ces pauvres blessés qui se cachent et meurent sur la paille, en proie à la gangrène, soignés par des enfants sans pain et des épouses folles de misère ».

Chez les autres...

(Suite de la 2^e Page)

C'est en effet une victoire, une victoire des ministres S.F.I.O. et de leurs petits amis à qui l'acceptation de ce décret permet de conserver portefeuilles et sinécures. Quant au Parti, à la laïcité et au socialisme, on se demanderait pourquoi M. Guy Molasson en parle à cette occasion, si on ne savait que le Congrès S.F.I.O. (et les élections des responsables) a lieu en juillet. Pauvres militants !

Toujours du Popu, dans les échos du « lampiste » :
« Méfiez-vous messieurs les Hauts Torités, le ridicule tue toujours en France ».

La place du lampiste va donc être vacante. La Rédaction du Lib se cotise pour la couronne.

« La religion est l'opium du peuple », disait Lénine.

Dans l'Humanité Roger Garaudy poursuivait la politique de « la main tendue » écrit :

« La défense de la laïcité n'est pas une lutte antireligieuse. »

Lénine a fait une révolution. Garaudy fait dans la révolution. Nuance.

Politique étrangère

Dans l'Humanité :
« Sur l'initiative du gouvernement de l'U.R.S.S. et du gouvernement 3 de la République polonaise, une Conférence s'est ouverte à Varsovie

Raisons d'espérer

La géographie politique de ce que l'on nommait traditionnellement « la gauche » a fini par se résoudre clairement en deux courants essentiels : un courant religieux, le stalinisme, et un courant qui se veut critique, y parvenant d'ailleurs plus ou moins, vestige de ce qui fut le mouvement ouvrier autoritaire ou libertaire.

Cette séparation du mouvement ouvrier entre la branche athée et la branche religieuse, celle qui pense et celle qui croit, celle qui discute et celle qui répète, celle qui doute et celle qui s'agenouille, cette séparation trouve son explication partielle dans la crise économique et l'impuissance révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale. Lorsque l'Empire Romain entra en décomposition, jetant les masses dans la misère la plus affreuse, le Christianisme naquit comme une consolation pour l'au-delà en face des horreurs présentes. Le Christianisme fut l'ersatz d'une Révolution dont les hommes ne purent comprendre la nécessité face de la décomposition actuelle de la société capitaliste, dans la crise permanente et la guerre potentielle ou ouverte qui deviennent partie intégrante de notre vie de tous les jours, certaines classes, déçues par l'avortement des poussées qui suivirent la première guerre mondiale, cherchèrent un substitut religieux de cette révolution impuissante. La tradition matérialiste qui baignait les prolétaires les orienta vers une religion matérialiste, un dogme « des progrès du matérialisme. Le Paradis fut déclaré de ce monde, et l'espoir soulevé par octobre 1917 devint certitude religieuse, article de foi ne pouvant souffrir la discussion. On refusa de considérer l'esclavage soviétique, ses camps de concentration, en face de la divinité du Stalinisme, de même que le Chrétien se refuse à considérer la guerre et les fléaux qui accablent l'humanité comme contradictoires avec la bonté de Dieu.

L'extrême-gauche marxiste présente toutes les nuances de l'opposition à une religion. Les Trotskystes, dans la mesure où ils préchent la « défense inconsciente de l'U.R.S.S. » et en même temps la destruction de « Staline et sa clique », se trouvent dans la position de ces sectes protestantes qui entendent défendre la « vraie religion » contre l'appareil ajouté par le Pape et sa clique. Le retour aux Ecritures saintes, l'abolition de la hiérarchie, la démission des conciles et des bulles pontificales est par là identique au retour aux textes de Lénine par le rejet des élucubrations de Staline et consorts. Le Pape c'est le Mal, et Staline aussi : la conception est au fond la même, avec un vocabulaire différent. Mais les Trotskystes présentent un premier pas de différenciation d'avec le Stalinisme. Retourner aux textes primitifs, c'est se donner la possibilité ultérieure, de les critiquer à leur tour. De fait, une tendance, mal définie, mais existante, s'affirme chez les Trotskystes à mettre en doute le caractère intangible du Bolchevisme et de ses conceptions organisationnelles autoritaires. Ce Trotskysme n'est déjà plus du Trotskysme. La religion devient athée libérateur. Ce qui est caractéristique, c'est que cette libération des servitudes religieuses prend la forme d'une orientation antiautoritaire dans la conception du Parti et de « l'Etat » futur. Cela s'explique si nous remarquons combien toute autorité est religieuse, de même que toute religion est autoritaire. En fait, la seule chose qu'on puisse opposer à la Religion, c'est l'homme libre de toute entrave de Parti ou d'Etat.

C'est pour cela que l'athéisme antistalinien n'est pas suffisant, tant qu'il ne s'accompagne pas d'une libération totale envers le parti et les dogmes du parti. Car alors l'athéisme n'est que le déguisement d'une sous-religion du Parti et des dogmes, détermination purement négative contre Staline, ressentiment contre ce qui a déçu, obsession du Mal. Les Révolutionnaires doivent être des hommes positifs, dévotionnels, épanouis, posés sur leurs deux pieds, d'hommes, jugeant par eux-mêmes, et non pas l'empreinte en creux, vide de contenu, d'un Stalinisme renversé. LES REVOLUTIONNAIRES DOIVENT SE DETERMINER PAR EUX-MEMES ET NON PAS EN SE DETERMINANT EN FACE DE LEURS ENNEMIS. Aux rares périodes où les Trotskystes ne vivent pas dans le monde

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie.

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAHIE.

imaginaire de la révolution montante et irrésistible, ils se demandent pourquoi les masses ne suivent pas leur drapeau. En fait, pourquoi les candidats à la religiosité suivraient-ils un lampion de Divinité, plutôt que la Divinité elle-même ? Ou bien les hommes cherchent la servitude sociale, et ils les dédaignent au profit de Staline, ou bien ils cherchent la libération, l'humanité, et ils n'ont rien à voir avec une sous-religion. Les Trotskystes sont trop religieux ou trop peu religieux pour être écoulés ; ils ne sont plus qu'un anachronisme, destinés eux-mêmes à disparaître entre le Stalinisme et les tendances positives vers la liberté dont nous parlons.

De la sorte, l'opposition que nous signalons entre le mouvement ouvrier religieux et le mouvement ouvrier athée ou libertaire non religieux devient HISTORIQUEMENT L'OPPOSITION DU STALINISME ET DES ORGANISATIONS LIBERTAIRES AU SENS LARGE, soit de vocabulaire marxiste chargé d'un contenu nouveau, soit plus spécifiquement anarchiste. ENTRE LE STALINISME ET LES IDEES LIBERTAIRES, LES INTERMEDIAIRES DISPARAISSENT. Les forces libertaires se regroupent. C'est un processus profond, masqué par de bruyants regroupements « démocratiques et révolutionnaires », « pour les Etats Unis socialistes d'Europe » etc... Les bulles athées disparaissent, créant tumultueusement la surface de l'Histoire, tandis que la taupe de la Révolution poursuit secrètement son œuvre.

Le R.D.R.

(Suite de la 1^{re} page)

actes quand on veut transformer une bureaucratie électorale en moteur du rapprochement des peuples, « l'Etat » en réalité du renversement de leurs bureaucraties de partis et d'assemblées. La logique des choses a donc amené cette troisième force au cœur, à la raison d'être du Parti socialiste ; au Parlement, et la « troisième force » des peuples est devenue troisième force parlementaire. A la fois sur ce plan, on l'a élargie jusqu'au M.R.P. pour des raisons fatales de majorité, et le sort de l'union des peuples s'est reposé dans le giron de la Sainte Eglise Catholique.

L'échec était visible aux yeux les moins avisés. Autre chose devenait nécessaire. C'est alors que s'est formé le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire. Puisque le Parti Socialiste s'était révélé inutilisable pour de semblables tentatives, qu'il ne fallait pas compter sur les autres on tenait un « Rassemblement ». Rassemblement d'éléments détachés des groupements politiques de gauche devant l'échec flagrant de tous : Dechizele et l'A.S.R., extrême gauche sortie du P.S. ; Trotskystes en rupture de ban avec Gralpeau, Démaziers, Parisot, etc... ; jeunes socialistes dissidents, parce que pas encore rompus à l'hypocrisie parlementaire ; sociaux-démocrates invétérés mais laissés insatisfaits par la « baisse » du Parti, comme Boutbien. En plus, des éléments indépendants groupés à « France-Trou » comme Altman et Didier Lemaire, formés dans l'opposition de gauche au P.C., des syndicalistes C.G.T. et C.G.T.-F.O. réagissant au totalitarisme et au réformisme, des « âmes en peine » de la gauche, des catholiques de la revue « Esprit », comme Fresse, et l'Existentialiste Jean-Paul Sartre, et L'Incohérence de tous ces éléments, qui n'avaient en commun qu'une bonne volonté à orientation multiple et une éthique assez vague : la gauche, interdite l'existence d'un programme précis et définitif. On partait sur l'échec du programme, surgissant ultérieurement de la « base » elle-même, idée d'autant plus naturelle que les hommes rassemblés là avaient quitté leurs organisations respectives à la recherche de cette fameuse « base », et surtout d'une base ouvrière qui se débattait. Mais, déjà à cette époque, le fait que des hommes comme le « résistancialiste » David Rousset et le réformiste Boutbien voulaient participer aux futures élections, simples « réformistes du réformisme », et réduire le mot « Révolutionnaire » au marécage de la démocratie pourrissante, tandis que des éléments plus sains comme Limon semblaient s'y opposer, ce fait semblait lourd de menaces pour l'existence du R.D.R.

L'échec des contradictions internes sur ce point précis était évident. Différence, mais leur effet se faisait maintenant sentir gravement en ce qui concerne les prises de positions externes du R.D.R. Le R.D.R. recherche une base ouvrière et constate que la majorité des ouvriers combattis est entraînée dans le sillage du P.C.F. Par suite, le R.D.R. cherche le R.D.R. n'a pas pu élaborer de programme véritable à cause de la disparité de ses éléments, et ne peut donc pas conquérir les effectifs staliens en se différenciant nettement du P.C.F. Et les propositions d'action commune faites par le R.D.R. à la C.G.T., stalinienne et autres organisations à noyautage communiste notoire, ne sont que démagogie stérile, traduisant l'impuissance interne des « démocrates révolutionnaires ».

Le R.D.R. échoue, ou sombrera doucement dans l'indifférence publique. Puissent certains camarades de la gauche comprendre à la lumière de cette expérience que pour un mouvement révolutionnaire conséquent il n'est plus de position intermédiaire possible entre le totalitarisme stalinien et les principes libertaires anarchistes.

MICHEL.

COMMISSION DE CULTURE ET PROPAGANDE DU M.L.E.

Une exposition de peintures, affiches et documents sur la Révolution espagnole aura lieu du 10 au 18 inclus, Salle Lancy, 40, rue de Lancy, Paris-XV. Plusieurs conférences auront lieu. Le programme sera donné ultérieurement.

SERVICE DE LIBRAIRIE

LITTÉRATURE

A. Kestler : La Zéro et l'Infinité, 200 fr. ; Croisades sans Croix, 160 fr. ; La Lie de la Terre, 240 fr. ; La Yogi et le Commissaire, 180 fr. ; Un Testament Espagnol, 180 fr. ; La Tour d'Ezra, 270 fr. ; H. Pouillaie : L'Entêtement de la Paix, 150 fr. ; Le Pain Quotidien, 180 fr. ; A. Paterni : Les Fécondations criminelles, 75 fr. ; Gallier-Beistère : Mon Journal pendant l'Occupation, 140 fr. ; Mon Journal pendant la Libération, 140 fr. ; La Vie d'Henriette, 30 fr. ; Chère Pucelle de France, 30 fr. ; L'Individualisme dans l'Antiquité, 30 fr. ; Crénosule, 120 fr. ; Dans le Mortier, 120 fr. ; Amant ou Tyrann, 120 fr. ; Souges perdues, 120 fr. ; La Souane, et le Veston, 120 fr. ; Bouche d'Or, 120 fr. ; Le Sphinx Rouge, 120 fr. ; Les Esclaves, 15 fr. ; Jusqu'à l'âme, 12 fr. ; Petite Causeuse sur la Sagesse, 25 fr. ; Déterminisme ou Libre Arbitre, 15 fr. ; Le Père Diogène, 50 fr. ; R. Bonnet : A l'Ecole de la Vie, 100 fr. ; Jules Vallet l'Enfant, 5 fr. ; Le Bachelier, 85 fr. ; L'Insurgé, 85 fr. ; Vigne d'Océan : Pages Rouges, 50 fr. ; R. Avo : Chansons sans Musique, 125 fr. ; David Roussel : L'Univers Concentrationnaire, 90 fr. ; Les Jours de Notre Mort, 400 fr. ; Gabriel Giroud : Paul Robin, 120 fr. ; SAC-

co et Vanzetti : Lettres 150 fr. — Traductions de A. Robin : Poèmes Hongrois d'Ady 30 fr. ; Poèmes Russes de Boris Pasternak, 30 fr. — Eugène Kozon : L'Enfer Organisé, 300 fr. — Victor Alba : L'Insomnie Espagnole, 150 fr. — E. Planche : Duruel, 150 fr. ; Louise Michel 150 fr. — Lurult : Fleur de Poésie, 120 fr. — Jeanne Humbert : Gabriel Giroud, 50 fr. ; R. Wagner : La Tétralogie, 250 fr. — Han Ryner : Face au Public, 200 fr. — Leo Campion : Le petit campion (lexique de bons mots), 100 fr.

DOCUMENTATION ANTIRELIGIEUSE

V. Hugo : Ils vendent Jésus-Christ, 20 fr. ; Le Christ au Vatican, 12 fr. — Han Ryner : Les Crucifiés de l'Eglise, 30 fr. ; Les Lâcheurs de la Religion, 35 fr. ; L'Eglise devant ses juges, 100 fr. — Dr Spehl : La Création, 50 fr. ; Lourdes et la Sagesse, 100 fr. ; J. Turmel : La Bible Expliquée, 75 fr. ; Le Sutra de Turin, 40 fr. ; Les Religions, 75 fr. — P.-J. Proudhon : Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. ; Dieu, c'est le Mal, 20 fr. — L. Fratretre : Les Progrès du Christianisme, 15 fr. ; Sottises et Erreurs du Cathéchisme, 30 fr. — Dr Zéiten : La Tyrannie Clericale, 15 fr. — Moutier-Loriot : Le Christ a-t-il existé ? 50 fr.

CETTE SEMAINE

Nous vous conseillons de lire :
LA TETRALOGIE de Richard WAGNER

Les livrets des quatre opéras : L'Or, la Walkyrie, Siegfried et le Crépuscule des Dieux. Franco : 272 francs.

S. Faure : Les Douze Preuves de l'Inexistence de Dieu, 10 fr. ; La Fausse Rédemption, 10 fr. ; L'Eglise a menti, 40 fr. ; La débauche et la Mort des Dieux, 40 fr. ; Le Dieu que je nie et combats, 4 fr. — Voltaire : Ecraisons l'Infâme, 60 fr. — Cotte-reau : La Cité sans Dieu, 50 fr. — Lessing : L'Irréligion de la Science, 120 fr. — J. Most : La Peste Religieuse, 10. — J. Bosu : Le Christ Légendaire n'a jamais existé, 5 fr. ; L'Eglise et la Sorcellerie, 10 fr. ; L'Extremisme religieux et sexualisme, 10 fr. — Chamilly : Lettres d'amour d'une Religieuse, 60 fr. — L. Tailhade : Les Diaboliques, 15 fr. ; J. Gharaz : Le Faillit des Religions, 100 fr. — G.W. Foote : Histoire des Vierges mères, 50 fr. — P. Langevin : La Libre Pensée et la Science, 15 fr. — G. Manes : Une Sécte catholique, 15 fr. — R.-G. Ingersoll : Qu'est-ce que la Religion ? 15 fr. — R. Martin : La tyrannie des Prêtres, 20 fr. — Abbé Daniel : Le Dieu de Saïra, 15 fr. — Haeckel : L'Homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 20 fr. — E. Herriot : Michel Servet, 15 fr. — J. Mégrat : L'Impudicité Religieuse, 40 fr. — Luriot : Les Jésuites 30 fr. ; L'Eglise contre les Travailleurs, 30 fr. ; Dieu ne connaît les Siens, 60 fr. ; Mon Royaume n'est pas de ce monde, 50 fr. ; L'Eglise et la Limitation des naissances, 30 fr. ; Les Livres Secrets des confesseurs, 200 fr. ; Les Secrets des Jésuites, 15 fr. ; Pour contre la Franc-Maçonnerie, 40 fr. ; Lourdes, 20 fr. ; La Bible Comique, 150 fr.

Pour les frais d'expédition, joindre 10 francs par livre et 4 francs par brochure, plus 10 francs par envoi recommandé.

Nous ne répondons pas des pertes postales si les fonds n'ont pas recommandé. Envoyer le paiement à Joulain Robert, 145, quai de Valmy, Paris-10^e. C.C.P. 5561-74.

